



Déclaration Liminaire Formation Spécialisée 27 juin 2023

Monsieur le président,

Le gouvernement, malgré les nombreuses mobilisations et le rejet de la majorité de la population, décide d'imposer de façon autoritaire à toutes les travailleuses et les travailleurs 2 ans de travail de plus avec une pension diminuée.

Nombreux sont les agents de la DGFIP poussant déjà leur carrière jusqu'à 64, voire 67 ans, ceci afin de pouvoir bénéficier d'une surcote ou de pallier la discontinuité de leur carrière pour préserver un semblant de pension de retraite. Nous pensons notamment aux femmes/mères qui, dans leur très grande majorité, sont celles qui doivent supporter les temps partiels afin de s'occuper de leurs enfants et sont, par manque de temps et absence de soutien, freinées dans leur évolution de carrière.

Contre-réforme des retraites, casse des droits et garanties des agent.es, autoritarisme politique et administratif, rien ne découragera les élu.es CGT que nous sommes.

Au contraire, cela nous renforce dans notre conviction de lutte, face aux politiques de régression sociale du Président des riches, de ses ministres et députés, de notre administration, face aux conséquences de la loi dite de transformation de la fonction publique, de la mise à bas des CHSCT et dans notre volonté de gagner de nouveaux droits pour les agent.es de la DGFIP.

Que ressentent nos collègues qui sont exposés à la propagande de Bercy qui indique sur les emballages de boulangerie et autres panneaux publicitaires que tout est merveilleux à la DGFIP ?

Que ressentons-nous, employé.es des Finances Publiques, en découvrant avec la "marque DGFIP" qu'il est possible de s'épanouir dans une administration "plaçant l'humain et le sens du service public au coeur de ses préoccupations " et " offrant des perspectives de carrières et des rémunérations attractives " ?

Perte de pouvoir d'achat avec le tassement des grilles indiciaires et l'absence d'indexation des salaires vis à vis de l'inflation. Perte de sens des missions avec une taylorisation anachronique des tâches, une complexification des process et des applicatifs dysfonctionnels. Enfin, perte d'humanité avec une mobilité contrainte des agents, un manque criant de personnel dans les services, un management délétère et un nouvel outil de « dévaluation professionnelle » avec ESTEVE. L'hégémonie du numérique au détriment du service public.

En guise de conclusion, nous souhaitons vous faire lecture de la lettre ouverte envoyée à MM Le Maire et Attal suite au congrès national de la CGT Finances Publiques.